

Atelier 7 – salle 4.06 : La "décentralisation", un "refoulé" des Révolutions arabes ? Enjeux sociaux et identitaires au cœur des reconfigurations territoriales des administrations publiques locales, responsables : Jean-Philippe Bras (Université de Rouen), Aude Signoles (CHERPA, IEP Aix-en-Provence),

Intervenants : Layla Baamara, Sarah Ben Nefissa, Jean-Philippe Bras, Sophie de Ruffray, Déborah Perez, Aude Signoles

Résumé

La « décentralisation » fait partie des modalités de changement promues par les bailleurs de fonds internationaux dans les pays du monde arabe pour, à la fois, dégrossir les administrations centrales tentaculaires des Etats de la région et ouvrir le jeu politique local dans le sens d'une démocratisation des régimes. Depuis le milieu des années 1990 et, plus encore, durant la décennie 2000, elle constitue l'un des pans majeurs des programmes de réforme des administrations publiques locales dans la région. En tant que figure rhétorique, mais aussi instrument et modèle d'action publique porté de l'extérieur, elle a été très largement retravaillée à l'aune des contextes institutionnels et politiques et des conjonctures socio-économiques dans lesquelles elle a circulé, et selon les acteurs publics (centraux, régionaux et locaux) qui s'en sont emparés. Partout, elle a suscité des débats et controverses – que ce soit sur l'opportunité de la réforme, sur ses modalités de mise en œuvre, sur les échelles de pouvoir à privilégier, sur les voies d'accès au pouvoir et ressources de légitimité locale, sur la production des biens collectifs et services publics, ou encore sur l'implication et la participation citoyennes. Les mobilisations autour des projets de développement local ont ainsi été fort nombreuses - qu'il s'agisse de défendre une certaine vision de la décentralisation (contre une autre) ou de protester contre les disparités d'investissement et d'attention portées par le pouvoir central (et les bailleurs de fonds internationaux) sur les périphéries du territoire national ou les populations en marge. Par conséquent, au bout d'une décennie de réformes, le bilan de la « décentralisation » a plutôt fait ressortir les chemins différenciés pris par celles-ci localement.

L'enjeu est désormais de savoir comment, dans le contexte mouvant des « printemps arabes » et d'appels à une transformation de l'organisation des pouvoirs, les dirigeants politiques et cadres des administrations centrales et locales (re)considèrent la problématique de la « décentralisation ». Dans quelles mesures celle-ci est-elle à l'ordre du jour des débats politiques et profite-t-elle de la libération de la parole publique ?

On s'attachera, dans un premier temps, à saisir les relations entre **les mobilisations politiques et le « territoire »**, à travers leur déploiement territorial (où et dans quel séquençage ?), les identifications territoriales mobilisées (nationales, transnationales, régionales, locales, segmentaires...), et les revendications territoriales avancées (statutaires, sur l'autonomie locale, ou d'allocations, sur la répartition des budgets publics, le déploiement des services publics et les stratégies de développement local). Il s'agira également d'apprécier la manière dont le jeu politique local a été modifié par ces mobilisations. Quelles ont été les cibles -le pouvoir d'Etat, au niveau central et au niveau local ; le pouvoir local, édiles et administrations locales- et les formes de la contestation ? A-t-on vu émerger localement de nouvelles figures et notabilités ou mouvements collectifs à la faveur de ces « moments » révolutionnaires ou réformistes, qui ont pu être marqués par des périodes de vacance du pouvoir, et d'auto-organisation des populations ?

Dans un second temps, seront considérés les effets de ces mobilisations et les **réponses des États** à la crise politique dans sa dimension territoriale. Les réponses ont pu être d'urgence dans les scénarios de rupture, par la mise en place d'instances locales transitoires et de mesures de restauration négociée de la présence locale de l'Etat. Puis elles ont consisté en des opérations de relégitimation du pouvoir politique, par des réaménagements d'ampleur variable des textes constitutionnels et l'organisation d'élections, pour le moment nationales. Il s'agit d'apprécier ici dans quelle mesure ces opérations ont marqué (ou non) la montée de la question territoriale dans l'agenda politique. Quelle a été l'ampleur des modifications constitutionnelles relatives aux chapitres concernant la forme de l'Etat, la décentralisation et les

collectivités territoriales ? Et quel agenda législatif dans la dynamique des réformes constitutionnelles ? Que nous disent les processus électoraux organisés depuis 2011 sur l'évolution des relations entre les populations et les territoires ? Il s'agira encore d'identifier les acteurs qui portent la revendication territoriale. Quels sont les partis et associations qui s'emparent de la cause de la « décentralisation » ? En quels termes et dans quelles arènes celle-ci est-elle promue ? Comment les acteurs de la coopération internationale se positionnent-ils dans cette nouvelle donne ? Quelles modifications sont-elles d'ors et déjà repérables dans les pratiques de pouvoir, notamment par l'implication des populations dans la décision locale, ou sur le plan opérationnel, par le redéploiement territorial des instruments et des moyens de l'action publique ? Comment se met en place le processus de la réforme, son accompagnement administratif, et sa grammaire, dans l'élaboration de nouveaux maillages territoriaux ? Répondre à ces questions, c'est apprécier la manière dont les rapports centre/périphéries jusque-là en vigueur sont « travaillés » par les processus politiques des printemps arabes.

L'atelier vise à contribuer à un premier état des travaux sur la question, sans ambition exhaustive, en présentant des recherches en cours ou achevées. Il sera l'occasion, en s'appuyant sur le croisement des disciplines ici mobilisées (principalement droit, géographie, science politique, sociologie) d'esquisser des hypothèses qui auront vocation à alimenter une réflexion collective en vue de la constitution d'un dossier pour un prochain numéro de la revue *L'Année du Maghreb*. L'ensemble des intervenants de ce panel devront mettre l'accent sur le caractère empirique de leur travail de recherche, pour une durée d'intervention d'une vingtaine de minutes.

Intervenants :

Layla Baamara, doctorante IEP Aix-en-Provence/CHERPA

layla.baamara@gmail.com

« Revendications territoriales et identitaires à l'épreuve du pouvoir. Le cas du FFS en Algérie »

Notre proposition vise à comprendre comment un parti politique qui participe au jeu politique institué gère un ancrage historiquement et sociologiquement lié à un territoire particulier. Né et majoritairement implanté en Kabylie, le FFS a été façonné par les mobilisations identitaires berbéristes des années 1970, 1980 et 1990 et se caractérise par une composante militante largement kabyle. En 2012, ce parti obtient des sièges à l'Assemblée (APN) et dans les assemblées populaires communales et de wilaya (département). Comment une fois élus, les membres de ce parti gèrent-ils les revendications identitaires et territoriales auxquelles la majorité des militants sont attachés ? En quoi la conquête et l'exercice du pouvoir contraignent-ils la prise en charge de ces revendications ? Et comment ceux qui les portent, membres ou non du parti, perçoivent-ils la gestion qu'en font les élus ? Des entretiens et des observations de terrain menés en 2012 et en 2013 nous permettront d'apporter des premiers éléments de réponse à ces questions.

Sarah Ben Nefissa, Représentante de l'IRD en Egypte, en Jordanie, au Liban, en Libye et en Syrie

sarah.ben_nefissa@ird.fr

« À la recherche des relais locaux de médiation dans l'Egypte post-révolution »

Les conseils populaires locaux (55 000 élus) ont été dissous par décision de justice juste après la révolution en 2011 ; de façon assez similaire, l'Assemblée du peuple élue en 2012 a été dissoute par décision de justice et n'aura duré que quelques mois. Les élections législatives de 2015 viennent d'être reportées... Quels sont donc les relais entre les populations locales et les autorités administratives ces dernières années en Egypte ? Quels sont les profils des acteurs qui assurent la médiation ? Qui relaient, et comment, les mobilisations pour l'accès aux services et équipements publics ?

Jean-Philippe Bras, Professeur Université de Rouen

jp.bras@wanadoo.fr

« L'agenda du local dans les printemps arabes : état des lieux au Maghreb »

Déborah Perez, doctorante ENS/IRMC

perez@clipper.ens.fr

« Entrer en politique en situation révolutionnaire : la redéfinition des notabilités locales en Tunisie après 2011 »

La littérature consacrée aux changements de régime laisse traditionnellement la part belle à l'analyse macroscopique des processus de démocratisation et se concentre sur le champ politique national. L'étude de la révolution tunisienne invite cependant à infléchir cette tendance et à s'interroger sur les dynamiques locales pour comprendre la séquence 2011-2014. En effet, la révolte commence d'abord dans des régions peu urbanisées et de tradition frondeuse, de l'ouest du pays, et le mode de scrutin choisi pour les élections constituintes de 2011, et les législatives de 2014, privilégie les dynamiques locales. Les moments électoraux mettent au jour, d'une part, les dynamiques de notabilité qui structurent le tissu social tunisien et, d'autre part, l'émergence de nouveaux acteurs dont les ressources reposent sur des capitaux alternatifs à ceux qui avaient prévalu sous les régimes de Ben Ali et Bourguiba. Fondée sur des observations et entretiens conduits auprès d'élus, de candidats et de leur entourage, à l'Assemblée nationale constituante (aujourd'hui l'Assemblée des représentants du peuple), à Kasserine et plus ponctuellement, dans d'autres régions, cette communication cherche à analyser comment ces deux dynamiques peuvent être amenées à se conjuguer au niveau local et dans quelles mesures cela participe au renouvellement du personnel politique tunisien.

Sophie de Ruffray, Professeur Université de Rouen

sophie.deruffray@univ-rouen.fr

Présentation du programme de recherche collectif coordonné avec M. Baron et A. Bennisr

« Complexités et enjeux des mailles territoriales. Approches franco-tunisiennes par les mesures »

Comité Mixte de Coopération Universitaire, PHC Utique.

Aude Signoles, Maître de conférences IEP Aix-en-Provence, CHERPA/IREMAM

signoles@hotmail.com

« État des lieux des recherches actuelles sur les enjeux institutionnels et politiques locaux dans le monde arabe »

Cette communication a pour but de présenter les recherches empiriques en cours en sciences sociales, individuelles comme collectives, sur les enjeux de décentralisation et recompositions politiques locales dans le monde arabe depuis 2011. Il s'agira notamment de repérer les enquêtes doctorales engagées.